426754-2026 - Zadávání

Belgie – Sterilizační, desinfekční a hygienické přístroje – Laveurs - armoire de séchage plateau interventionnel
OJ S 118/2026 22/06/2026
Oznámení o zahájení zadávacího nebo koncesního řízení – standardní režim
Dodávky

1. Kupující

1.1. Kupující

Oficiální název: CHR Verviers
E-mail: charline.fraiture@chrverviers.be
Právní forma kupujícího: Veřejný podnik
Činnost veřejného zadavatele: Zdravotnictví

2. Řízení

2.1. Řízení

Název: Laveurs - armoire de séchage plateau interventionnel
Popis: Laveurs - armoire de séchage plateau interventionnel
Identifikátor řízení: e01833e6-de44-4c6c-8a7a-7f8151026d96
Interní identifikátor: PPP0WN-571/6191/PCAN/CHRV2026/LAVENDO/078
Typ řízení: Jednací řízení s uveřejněním / jednací řízení
Řízení se zrychlí: ne

2.1.1. Účel

Charakter smlouvy: Dodávky
Hlavní klasifikace (cpv): 33191000 Sterilizační, desinfekční a hygienické přístroje

2.1.2. Místo plnění

Nižší územní jednotka země (NUTS): Arr. Verviers — communes francophones (BE335)
Země: Belgie

2.1.2. Místo plnění

Nižší územní jednotka země (NUTS): Arr. Verviers — communes francophones (BE335)
Země: Belgie

2.1.2. Místo plnění

Nižší územní jednotka země (NUTS): Arr. Verviers — communes francophones (BE335)
Země: Belgie

2.1.4. Obecné informace

Právní základ:
Směrnice 2014/24/EU

2.1.5. Podmínky zadávání zakázek

Podmínky podání:
Maximální počet částí, při kterém může podat nabídku jeden uchazeč: 2
Smluvní podmínky:
Maximální počet částí, při kterém mohou být zakázky zadány jednomu uchazeči: 2

2.1.6. Důvody pro vyloučení

Zdroje důvodů pro vyloučení: Zadávací dokumentace

5. Část

5.1. Část: LOT-0001

Název: Pompes, laveurs, armoires de séchage, chimie, accessoires
Popis: Pompes, laveurs, armoires de séchage, chimie, accessoires
Interní identifikátor: PO/CHRV2026/LAVENDO/_1

5.1.1. Účel

Charakter smlouvy: Dodávky
Hlavní klasifikace (cpv): 33191000 Sterilizační, desinfekční a hygienické přístroje
Možnosti:
Popis možností: Options exigées (Le candidat sera obligé sous peine de nullité de son offre de remettre prix pour les options exigées suivantes : o Option exigée n°1 relative à la maintenance préventive. o Option exigée n°2 relative à la maintenance omnium.)

5.1.2. Místo plnění

Poštovní adresa: Rue du Parc, 29
Obec: VERVIERS
PSČ: 4800
Nižší územní jednotka země (NUTS): Arr. Verviers — communes francophones (BE335)
Země: Belgie
Další informace: CHR Verviers

5.1.3. Odhadovaná doba trvání

Jiná doba: Neznámý

5.1.6. Obecné informace

Vyhrazená účast:
Účast není vyhrazena.
Musí být uvedena jména a příslušná odborná kvalifikace pracovníků pověřených realizací zakázky: Nevyžaduje se
Projekt veřejných zakázek, který není financován z prostředků EU
Na zakázku se vztahuje Dohoda o vládních zakázkách: ano

5.1.9. Kritéria pro výběr

Zdroje výběrových kritérií: Oznámení
Kritérium: Celkový roční obrat
Popis výběrového kritéria: La capacité financière et économique du candidat est établie par une déclaration concernant le chiffre d'affaires annuel général au cours des trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création ou du début d'activités du candidat
Niveau(x) minimal(aux): Minimum exigé pour être sélectionné : Chaque chiffre d'affaires annuel général du candidat au cours des trois dernières années ne pourra être inférieur à 1.000.000,00 €. Le candidat remplira, à cette fin, les parties intitulées « chiffre d'affaires annuel général » de la section B du DUME.

Kritérium: Reference na určité dodávky
Popis výběrového kritéria: La capacité technique et professionnelle du candidat sera évaluée sur la base d’une liste de ses principales références similaires réalisées au cours des trois

dernières années pour des établissements hospitaliers européens. Par « références similaires », il faut entendre : la fourniture, l'installation, la mise en service et la maintenance de meubles de prélavage, de lave-endoscopes, d'enceintes de stockage. Pour chaque référence, le candidat précisera : • Le montant annuel du marché ; • Les dates de début et de fin ; • L' identité du destinataire, public ou privé. Niveau(x) minimal(aux): Critère minimum de sélection : Le candidat devra présenter au minimum : • Une référence comprenant la fourniture, l' installation et la mise en service fonctionnelle d'au moins deux lave-endoscopes ; • Une référence portant sur la fourniture, l'installation et la mise en service fonctionnelle d'au moins deux enceintes de stockage ; • Une référence portant sur la fourniture, l'installation et la mise en service fonctionnelle d'au moins un bac ou meuble de prélavage. Le candidat remplira, à cette fin, les parties intitulées « Pour les marchés de fournitures : exécution des fournitures du type spécifié » de la section C du DUME.

Kritérium: Další ekonomické nebo finanční požadavky
Popis výběrového kritéria: * 2.8.6 Situation juridique du candidat (motifs d'exclusion) 2.8.6.1 Les motifs d'exclusion La Partie III du DUME a trait aux motifs d'exclusion. Les motifs d' exclusion repris aux sections A, B et C de cette partie sont repris, mutatis mutandis, aux articles 67 à 69 de la Loi du 17 juin 2016 et plus amplement détaillés aux articles 61 à 64 de l' AR du 18 avril 2017. Ces motifs d'exclusion sont repris ci-dessous. Le pouvoir adjudicateur vérifiera lui-même les éléments qu'il est à même de vérifier sur des bases de données auxquelles il a accès. Le candidat s'engage à fournir les autres documents dès que le pouvoir adjudicateur lui en fera la demande. 1) Section A : motifs liés à des condamnations pénales Ces motifs sont les suivants : • Participation à une organisation criminelle ; • Corruption ; • Fraude ; • Infractions terroristes, infractions liées aux activités terroristes ou incitation à commettre une telle infraction, complicité ou tentative d'une telle infraction ; • Blanchiment de capitaux ou financement du terrorisme ; • Travail des enfants et autres formes de traite des êtres humains ; • Occupation de ressortissants de pays tiers en séjour illégal. Pour l' adjudicataire pressenti, l'absence de motifs d'exclusion à cet égard sera prouvée, à la demande du pouvoir adjudicateur, par la communication d'un extrait de casier judiciaire du candidat ainsi que des membres de l'organe administratif, de gestion ou de surveillance dudit soumissio candidat nnaire ou des membres qui détiennent un pouvoir de représentation, de décision ou de contrôle en son sein (art. 72, §2, 1° de l'AR du 18 avril 2017). 2) Section B : motifs liés au paiement d'impôts et taxes ou de cotisations de sécurité sociale Le pouvoir adjudicateur vérifiera lui-même par voie électronique si le candidat est en règle avec ses obligations sociales et fiscales via l'application Digiflow/télémarc ou via d'autres applications électroniques équivalentes et accessibles gratuitement dans d'autres Etats membres (art. 62, §2 de l'AR du 18 avril 2017). A la demande du pouvoir adjudicateur, le candidat employant du personnel relevant d'un autre Etat membre de l'Union européenne joint à sa candidature une attestation délivrée par l'autorité compétente étrangère certifiant qu'il est en règle à cette date avec ses obligations relatives au paiement des cotisations de sécurité sociale selon les dispositions légales du pays où il est établi (art. 62, §3, al. 3 de l'AR du 18 avril 2017). Si le candidat relève d'un autre Etat membre de l'Union européenne, il fournira, à la demande du pouvoir adjudicateur, l'attestation de l'autorité compétente en matière fiscale qui justifie qu'il satisfait ses obligations fiscales (art. 63, §3, al. 2 de l'AR du 18 avril 2017). 3) Section C : motifs liés à l'insolvabilité, aux conflits d'intérêts ou à une faute professionnelle Ces motifs sont les suivants : • Le candidat a manqué à ses obligations dans les domaines du droit environnemental, social et du travail (telles que visées à l'art. 7 de la Loi du 17 juin 2016) ; • Le candidat se trouve dans une situation de faillite, de liquidation, de cessation d'activités, de réorganisation judiciaire ou a fait l'aveu de sa faillite ou fait l'objet d'une procédure de liquidation ou de réorganisation judiciaire, ou dans toute situation analogue résultant d'une

procédure de même nature existant dans d'autres réglementations nationales ; • Le candidat a commis une faute professionnelle qui remet en cause son intégrité ; • Le candidat a commis des actes, conclu des conventions ou procédé à des ententes en vue de fausser la concurrence au sens de l'article 5, alinéa 2 de la Loi du 17 juin 2016 ; • Le candidat a connaissance d'un conflit d'intérêt, au sens de l'article 6 de la Loi du 17 juin 2016, créé par sa participation à la procédure de passation de marché auquel il ne pourrait être remédié par d' autres mesures moins intrusives ; • Le candidat a été conseillé par le pouvoir adjudicateur ou a été associé à la préparation de la procédure de passation du marché, visée à l'article 52 de la Loi du 17 juin 2016, et il n'est pas possible de remédier à la distorsion de la concurrence qui en résulte par d'autres mesures moins intrusives ; • Des défaillances importantes ou persistantes du candidat ont été constatées lors de l'exécution d'une obligation essentielle qui lui incombait dans le cadre d'un marché public antérieur, d'un marché antérieur passé avec un adjudicateur ou d'une concession antérieure, et ces défaillances ont donné lieu à des mesures d'office, des dommages et intérêts ou à une autre sanction comparable ; • Le candidat s'est rendu gravement coupable de fausse déclaration en fournissant les renseignements exigés pour la vérification de l'absence de motifs d'exclusion ou la satisfaction des critères de sélection, a caché ces informations ou n'est pas en mesure de présenter les documents justificatifs requis ; • Le candidat a entrepris d'influer indûment sur le processus décisionnel du pouvoir adjudicateur ou d'obtenir des informations confidentielles susceptibles de lui donner un avantage indu lors de la procédure de passation, ou a fourni par négligence des informations trompeuses susceptibles d'avoir une influence déterminante sur les décisions d' exclusion, de sélection ou d'attribution. 2.8.6.2 Prévention des conflits d'intérêts au stade de la candidature Dans le cadre de la lutte contre les conflits d'intérêts, en particulier afin d'éviter le mécanisme du tourniquet (« revolving doors »), tel que défini dans la loi du 8 mai 2007 portant assentiment à la Convention des Nations unies contre la corruption, faite à New York le 31 octobre 2003, le candidat s'abstient de faire appel à un ou plusieurs anciens collaborateurs internes du pouvoir adjudicateur, dans les deux ans qui suivent son/leur démission, départ à la retraite ou tout autre type de départ du pouvoir adjudicateur, d'une quelconque manière,

Informace o druhé fázi dvoufázového řízení:

Minimální počet uchazečů, kteří budou pozváni do druhé fáze řízení: 3

5.1.10. Kritéria pro zadání

Kritérium:

Typ: Náklady
Popis: Prix
Kategorie kritéria pro zadání s váhou: Váha (body, přesně)
Číslo spojené s kritériem pro zadání zakázky: 50

Kritérium:

Typ: Kvalita
Popis: Valeur technique des meubles de prélavage et des produits associés
Kategorie kritéria pro zadání s váhou: Váha (body, přesně)
Číslo spojené s kritériem pro zadání zakázky: 10

Kritérium:

Typ: Kvalita
Popis: Valeur technique des lave-endoscopes et des produits associés
Kategorie kritéria pro zadání s váhou: Váha (body, přesně)
Číslo spojené s kritériem pro zadání zakázky: 20

Kritérium:

Typ: Kvalita
Popis: Valeur technique des enceintes de stockage

Kategorie kritéria pro zadání s váhou: Váha (body, přesně)
Číslo spojené s kritériem pro zadání zakázky: 10
Kritérium:
Typ: Kvalita
Popis: Connecteur unique et commun pour le lave-endoscopes et l'enceinte de stockage
Kategorie kritéria pro zadání s váhou: Váha (body, přesně)
Číslo spojené s kritériem pro zadání zakázky: 3
Kritérium:
Typ: Kvalita
Popis: Traçabilité
Kategorie kritéria pro zadání s váhou: Váha (body, přesně)
Číslo spojené s kritériem pro zadání zakázky: 5
Kritérium:
Typ: Kvalita
Popis: Délai de garantie
Kategorie kritéria pro zadání s váhou: Váha (body, přesně)
Číslo spojené s kritériem pro zadání zakázky: 2

5.1.11. Zadávací dokumentace

Adresa zadávací dokumentace: https://cloud.3p.eu/Downloads/1/571/WN/2026

5.1.12. Podmínky zadávání zakázek

Podmínky podání:
Elektronické podání: Požadována
Adresa pro podání: https://www.publicprocurement.be
Jazyky, v nichž lze podávat nabídky nebo žádosti o účast: francouzština
Elektronický katalog: Nepovolena
Varianty: Nepovolena
Popis finanční záruky: Cautionnement (5 % du montant initial du lot (hors TVA), arrondi à la dizaine supérieure)
Lhůta pro doručení žádostí o účast: 23/07/2026 10:00:00 (UTC+02:00) východoevropský čas, středoevropský letní čas
Smluvní podmínky:
Plnění zakázky musí být provedeno v rámci programů chráněného zaměstnání: Ne
Elektronická fakturace: Požadována
Bude použito elektronické objednávání: ne
Bude použita elektronická platba: ne

5.1.15. Techniky

Rámcová dohoda:
Žádná rámcová dohoda
Informace o dynamickém nákupním systému:
Žádný dynamický nákupní systém

5.1.16. Další informace, mediace a přezkum

Organizace příslušná pro mediační řízení: Tribunaux du ressort de la Cour d'appel de Liège, section Verviers
Organizace příslušná pro přezkum: CONSEIL D'ETAT
Informace o lhůtách pro přezkum: Organisation fournissant les informations sur les recours et les délais : CONSEIL D'ETAT
Organizace poskytující další informace o zadávacím řízení: CHR Verviers

Organizace poskytující další informace o podání návrhů na přezkum: CONSEIL D'ETAT
Organizace přijímající žádosti o účast: CHR Verviers

5.1. Část: LOT-0002

Název: Chariots de transport
Popis: Chariots de transport
Interní identifikátor: PO/CHRV2026/LAVENDO/_2

5.1.1. Účel

Charakter smlouvy: Dodávky
Hlavní klasifikace (cpv): 42415200 Pracovní nákladní vozidla
Další klasifikace (cpv): 33192000 Lékařský nábytek

5.1.2. Místo plnění

Poštovní adresa: Rue du Parc, 29
Obec: VERVIERS
PSČ: 4800
Nižší územní jednotka země (NUTS): Arr. Verviers — communes francophones (BE335)
Země: Belgie
Další informace: CHR Verviers

5.1.3. Odhadovaná doba trvání

Jiná doba: Neznámý

5.1.6. Obecné informace

Vyhrazená účast:
Účast není vyhrazena.
Musí být uvedena jména a příslušná odborná kvalifikace pracovníků pověřených realizací zakázky: Nevyžaduje se
Projekt veřejných zakázek, který není financován z prostředků EU
Na zakázku se vztahuje Dohoda o vládních zakázkách: ano

5.1.9. Kritéria pro výběr

Zdroje výběrových kritérií: Oznámení
Kritérium: Další ekonomické nebo finanční požadavky
Popis výběrového kritéria: * 2.8.6 Situation juridique du candidat (motifs d'exclusion) 2.8.6.1 Les motifs d’exclusion La Partie III du DUME a trait aux motifs d’exclusion. Les motifs d’ exclusion repris aux sections A, B et C de cette partie sont repris, mutatis mutandis, aux articles 67 à 69 de la Loi du 17 juin 2016 et plus amplement détaillés aux articles 61 à 64 de l’ AR du 18 avril 2017. Ces motifs d’exclusion sont repris ci-dessous. Le pouvoir adjudicateur vérifiera lui-même les éléments qu’il est à même de vérifier sur des bases de données auxquelles il a accès. Le candidat s’engage à fournir les autres documents dès que le pouvoir adjudicateur lui en fera la demande. 1) Section A : motifs liés à des condamnations pénales Ces motifs sont les suivants : • Participation à une organisation criminelle ; • Corruption ; • Fraude ; • Infractions terroristes, infractions liées aux activités terroristes ou incitation à commettre une telle infraction, complicité ou tentative d’une telle infraction ; • Blanchiment de capitaux ou financement du terrorisme ; • Travail des enfants et autres formes de traite des êtres humains ; • Occupation de ressortissants de pays tiers en séjour illégal. Pour l’ adjudicataire pressenti, l’absence de motifs d’exclusion à cet égard sera prouvée, à la demande du pouvoir adjudicateur, par la communication d’un extrait de casier judiciaire du candidat ainsi que des membres de l'organe administratif, de gestion ou de surveillance dudit soumissio candidat nnaire ou des membres qui détiennent un pouvoir de représentation, de

décision ou de contrôle en son sein (art. 72, §2, 1° de l'AR du 18 avril 2017). 2) Section B : motifs liés au paiement d'impôts et taxes ou de cotisations de sécurité sociale Le pouvoir adjudicateur vérifiera lui-même par voie électronique si le candidat est en règle avec ses obligations sociales et fiscales via l'application Digiflow/télémarc ou via d'autres applications électroniques équivalentes et accessibles gratuitement dans d'autres Etats membres (art. 62, §2 de l'AR du 18 avril 2017). A la demande du pouvoir adjudicateur, le candidat employant du personnel relevant d'un autre Etat membre de l'Union européenne joint à sa candidature une attestation délivrée par l'autorité compétente étrangère certifiant qu'il est en règle à cette date avec ses obligations relatives au paiement des cotisations de sécurité sociale selon les dispositions légales du pays où il est établi (art. 62, §3, al. 3 de l'AR du 18 avril 2017). Si le candidat relève d'un autre Etat membre de l'Union européenne, il fournira, à la demande du pouvoir adjudicateur, l'attestation de l'autorité compétente en matière fiscale qui justifie qu'il satisfait ses obligations fiscales (art. 63, §3, al. 2 de l'AR du 18 avril 2017). 3) Section C : motifs liés à l'insolvabilité, aux conflits d'intérêts ou à une faute professionnelle Ces motifs sont les suivants : • Le candidat a manqué à ses obligations dans les domaines du droit environnemental, social et du travail (telles que visées à l'art. 7 de la Loi du 17 juin 2016) ; • Le candidat se trouve dans une situation de faillite, de liquidation, de cessation d'activités, de réorganisation judiciaire ou a fait l'aveu de sa faillite ou fait l'objet d'une procédure de liquidation ou de réorganisation judiciaire, ou dans toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature existant dans d'autres réglementations nationales ; • Le candidat a commis une faute professionnelle qui remet en cause son intégrité ; • Le candidat a commis des actes, conclu des conventions ou procédé à des ententes en vue de fausser la concurrence au sens de l'article 5, alinéa 2 de la Loi du 17 juin 2016 ; • Le candidat a connaissance d'un conflit d'intérêt, au sens de l'article 6 de la Loi du 17 juin 2016, créé par sa participation à la procédure de passation de marché auquel il ne pourrait être remédié par d' autres mesures moins intrusives ; • Le candidat a été conseillé par le pouvoir adjudicateur ou a été associé à la préparation de la procédure de passation du marché, visée à l'article 52 de la Loi du 17 juin 2016, et il n'est pas possible de remédier à la distorsion de la concurrence qui en résulte par d'autres mesures moins intrusives ; • Des défaillances importantes ou persistantes du candidat ont été constatées lors de l'exécution d'une obligation essentielle qui lui incombait dans le cadre d'un marché public antérieur, d'un marché antérieur passé avec un adjudicateur ou d'une concession antérieure, et ces défaillances ont donné lieu à des mesures d'office, des dommages et intérêts ou à une autre sanction comparable ; • Le candidat s'est rendu gravement coupable de fausse déclaration en fournissant les renseignements exigés pour la vérification de l'absence de motifs d'exclusion ou la satisfaction des critères de sélection, a caché ces informations ou n'est pas en mesure de présenter les documents justificatifs requis ; • Le candidat a entrepris d'influer indûment sur le processus décisionnel du pouvoir adjudicateur ou d'obtenir des informations confidentielles susceptibles de lui donner un avantage indu lors de la procédure de passation, ou a fourni par négligence des informations trompeuses susceptibles d'avoir une influence déterminante sur les décisions d' exclusion, de sélection ou d'attribution. 2.8.6.2 Prévention des conflits d'intérêts au stade de la candidature Dans le cadre de la lutte contre les conflits d'intérêts, en particulier afin d'éviter le mécanisme du tourniquet (« revolving doors »), tel que défini dans la loi du 8 mai 2007 portant assentiment à la Convention des Nations unies contre la corruption, faite à New York le 31 octobre 2003, le candidat s'abstient de faire appel à un ou plusieurs anciens collaborateurs internes du pouvoir adjudicateur, dans les deux ans qui suivent son/leur démission, départ à la retraite ou tout autre type de départ du pouvoir adjudicateur, d'une quelconque manière,

Kritérium: Celkový roční obrat

Popis výběrového kritéria: La capacité financière et économique du candidat est établie par une déclaration concernant le chiffre d'affaires annuel général au cours des trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création ou du début d'activités du candidat Niveau(x) minimal(aux): Minimum exigé pour être sélectionné : Chaque chiffre d'affaires annuel général du candidat au cours des trois dernières années ne pourra être inférieur à 23.000,00 €. Le candidat remplira, à cette fin, les parties intitulées « chiffre d'affaires annuel général » de la section B du DUME.

Kritérium: Reference na určité dodávky
Popis výběrového kritéria: La capacité technique et professionnelle du candidat sera évaluée sur la base d'une liste de ses principales références similaires réalisées au cours des trois dernières années pour des établissements hospitaliers européens. Par « références similaires », il faut entendre la fourniture de chariots de transport. Pour chaque référence, le candidat précisera : • Le montant du marché ; • Les dates de début et de fin des prestations ; • L' identité du destinataire, public ou privé. Niveau(x) minimal(aux): Critère minimum de sélection : le candidat devra présenter au minimum trois références similaires, chacune portant sur un montant annuel minimum de 7.000,00 €. Les références (destinataires) peuvent être identiques d'une année à l'autre. Le candidat remplira, à cette fin, les parties intitulées « Pour les marchés de fournitures : exécution des fournitures du type spécifié » de la section C du DUME.
Informace o druhé fázi dvoufázového řízení:
Minimální počet uchazečů, kteří budou pozváni do druhé fáze řízení: 3

5.1.10. Kritéria pro zadání

Kritérium:
Typ: Náklady
Popis: Prix
Kategorie kritéria pro zadání s váhou: Váha (body, přesně)
Číslo spojené s kritériem pro zadání zakázky: 60
Kritérium:
Typ: Kvalita
Popis: Valeur technique
Kategorie kritéria pro zadání s váhou: Váha (body, přesně)
Číslo spojené s kritériem pro zadání zakázky: 40

5.1.11. Zadávací dokumentace

Adresa zadávací dokumentace: https://cloud.3p.eu/Downloads/1/571/WN/2026

5.1.12. Podmínky zadávání zakázek

Podmínky podání:
Elektronické podání: Požadována
Adresa pro podání: https://www.publicprocurement.be
Jazyky, v nichž lze podávat nabídky nebo žádosti o účast: francouzština
Elektronický katalog: Nepovolena
Varianty: Nepovolena
Lhůta pro doručení žádostí o účast: 23/07/2026 10:00:00 (UTC+02:00) východoevropský čas, středoevropský letní čas
Smluvní podmínky:
Plnění zakázky musí být provedeno v rámci programů chráněného zaměstnání: Ne
Elektronická fakturace: Požadována
Bude použito elektronické objednávání: ne

Bude použita elektronická platba: ne

5.1.15. Techniky

Rámcová dohoda:
Žádná rámcová dohoda
Informace o dynamickém nákupním systému:
Žádný dynamický nákupní systém

5.1.16. Další informace, mediace a přezkum

Organizace příslušná pro mediační řízení: Tribunaux du ressort de la Cour d'appel de Liège, section Verviers
Organizace příslušná pro přezkum: CONSEIL D'ETAT
Informace o lhůtách pro přezkum: Organisation fournissant les informations sur les recours et les délais : CONSEIL D'ETAT
Organizace poskytující další informace o zadávacím řízení: CHR Verviers
Organizace poskytující další informace o podání návrhů na přezkum: CONSEIL D'ETAT
Organizace přijímající žádosti o účast: CHR Verviers

8. Organizace

8.1. ORG-0001

Oficiální název: CHR Verviers
Registrační číslo: BE0250.893.369
Poštovní adresa: Rue du Parc, 29
Obec: VERVIERS
PSČ: 4800
Nižší územní jednotka země (NUTS): Arr. Verviers — communes francophones (BE335)
Země: Belgie
Kontaktní místo: Charline Fraiture
E-mail: charline.fraiture@chrverviers.be
Telefon: +32 87219849
Internetová adresa: http://www.chrverviers.be/
Úlohy této organizace:
Kupující
Organizace poskytující další informace o zadávacím řízení
Organizace přijímající žádosti o účast

8.1. ORG-0002

Oficiální název: Tribunaux du ressort de la Cour d'appel de Liège, section Verviers
Registrační číslo: BE 0308.357.753
Poštovní adresa: Rue du Tribunal 4
Obec: Verviers
PSČ: 4800
Nižší územní jednotka země (NUTS): Arr. Verviers — communes francophones (BE335)
Země: Belgie
E-mail: civil.tpi.verviers@just.fgov.be
Telefon: +32 87323610
Internetová adresa: https://www.rechtbanken-tribunaux.be/fr/tribunal-de-première-instance-de-liège-division-verviers
Úlohy této organizace:
Organizace příslušná pro mediační řízení

8.1. **ORG-0003**

Oficiální název: CONSEIL D'ETAT
Registrační číslo: BE 0931.814.266
Poštovní adresa: Rue de la Science 33
Obec: Bruxelles
PSČ: 1040
Nižší územní jednotka země (NUTS): Arr. de Bruxelles-Capitale/Arr. Brussel-Hoofdstad (BE100)
Země: Belgie
E-mail: info@conseildetat.be
Telefon: +32 22349611
Internetová adresa: http://conseildetat.be/?page=e-procedure&lang=fr
Úlohy této organizace:
Organizace příslušná pro přezkum
Organizace poskytující další informace o podání návrhů na přezkum

8.1. **ORG-0004**

Oficiální název: 3P - Aanbieder van diensten / Prestataire de services
Registrační číslo: BE 0475.480.736
Obec: Antwerpen / Anvers
PSČ: 2000
Nižší územní jednotka země (NUTS): Arr. Antwerpen (BE211)
Země: Belgie
E-mail: info@3p.eu
Telefon: +32 3 294 30 51
Úlohy této organizace:
Poskytovatel služeb v oblasti zadávání zakázek

8.1. **ORG-0005**

Oficiální název: FPS Policy and Support
Registrační číslo: BE 0671.516.647
Obec: Brussels
PSČ: 1000
Nižší územní jednotka země (NUTS): Arr. de Bruxelles-Capitale/Arr. Brussel-Hoofdstad (BE100)
Země: Belgie
E-mail: e.proc@publicprocurement.be
Telefon: +32 2 740 80 00
Úlohy této organizace:
TED eSender

Oznámení - informace

Identifikátor oznámení/verze: ff08c429-1bab-4e48-8166-04e41fa35b65 - 01
Druh formuláře: Zadávání
Typ oznámení: Oznámení o zahájení zadávacího nebo koncesního řízení – standardní režim
Podtyp oznámení: 16
Datum odeslání oznámení: 18/06/2026 00:00:00 (UTC+02:00) východoevropský čas, středoevropský letní čas

Datum odeslání oznámení (eSender): 18/06/2026 00:00:00 (UTC+02:00) východoevropský čas, středoevropský letní čas
Jazyky, v nichž je toto oznámení oficiálně k dispozici: francouzština
Číslo zveřejnění oznámení: 426754-2026
Číslo vydání v řadě S Úř. věst.: 118/2026
Datum zveřejnění: 22/06/2026